

ONE HEALTH SUMMIT

LES ENGAGEMENTS DE LYON
POUR LA SANTÉ DU VIVANT
ET DE LA PLANÈTE





LES ENGAGEMENTS DE LYON POUR LA SANTÉ DU VIVANT ET DE LA PLANÈTE

Au cœur de Lyon, capitale française de santé mondiale, la communauté internationale s'est rassemblée afin d'annoncer des solutions concrètes, durables et efficaces pour prévenir les risques – sanitaires, alimentaires et environnementaux – qui menacent nos populations et notre planète.

Pour la première fois, étaient réunis, au plus haut niveau, une soixantaine d'États et organisations internationales et régionales ainsi que des centaines de scientifiques, d'acteurs économiques et philanthropiques, des chefs d'entreprises, des représentants de collectivités territoriales, de banques de développement, de la société civile et de la jeunesse ; autant d'acteurs engagés qui ont réaffirmé une ambition commune : faire de l'approche *One Health* (« Une seule santé ») un cadre structurant de l'action internationale et de nos politiques publiques.

Les engagements portés à l'occasion du *One Health Summit*, qui s'est tenu du 5 au 7 avril 2026 à Lyon, sous la co-présidence du Ghana et de la France, traduisent une conviction partagée : pour prévenir les risques plutôt que de devoir en guérir, l'approche *One Health* est indispensable.

L'approche *One Health* reconnaît les interdépendances, les interactions et les liens étroits entre la santé des humains, celle des animaux mais aussi des végétaux et des écosystèmes. Agir sur l'une de ces « santés » revient à protéger les autres.

Face à l'intensification des crises sanitaires, climatiques et environnementales, ces acteurs se sont engagés à agir collectivement pour relever les principaux défis qui affectent notre santé et abîment notre planète, en protégeant les équilibres entre santé humaine, animale et environnementale.

Comment ? En accélérant la recherche et le partage de données pour appuyer l'élaboration de politiques publiques fondées sur la science. En formant les professionnels de toutes les disciplines à ces nouveaux enjeux. En préservant les antibiotiques pour qu'ils demeurent efficaces tout en les rendant accessibles au plus grand nombre. En réduisant les maladies transmises par les animaux ou les insectes. En luttant contre les impacts des plastiques, nocifs pour notre santé et notre planète. En rendant nos régimes alimentaires plus sains, pour prévenir la malnutrition et les maladies. En protégeant notre santé mentale, bouleversée par un ensemble de facteurs liés à l'environnement.

Le *One Health Summit* marque une étape décisive pour inscrire durablement la prévention au cœur de l'agenda international, en articulant coopération internationale, science, innovation, financement et gouvernance. En voici l'héritage.

MIEUX CONNAÎTRE POUR MIEUX AGIR : LA SCIENCE, LES DONNÉES ET LA FORMATION COMME FONDEMENTS DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES

Le colloque scientifique du *One Health Summit*, rassemblant près de 700 participants, a abouti à 47 recommandations d'actions concrètes et opérationnelles de 300 experts pour impulser un changement systémique fondé sur l'approche *One Health*.

→ Fruit de la mobilisation scientifique française et internationale, les recommandations du colloque *One Health, One Science* visent à protéger simultanément la santé humaine, animale et environnementale à travers les quatre piliers stratégiques du Sommet et des enjeux transversaux (données, sciences sociales et gouvernance) :

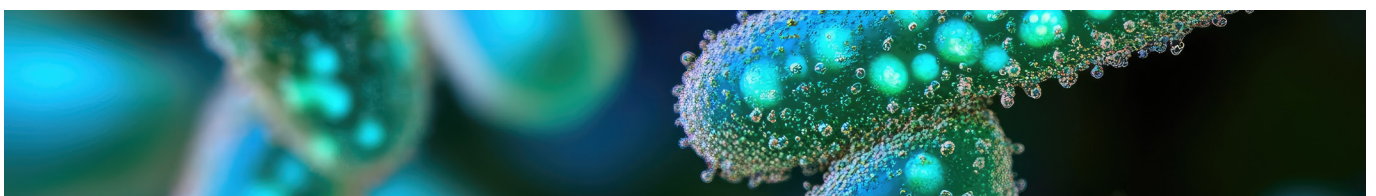
1. Face aux maladies infectieuses émergentes, la priorité est donnée à la prévention primaire et à une surveillance territoriale intégrée, associant scientifiques et citoyens.
2. La lutte contre les résistances aux antimicrobiens doit devenir un défi transversal, incluant les dimensions environnementales et agricoles au sein d'un méta-réseau international pour des pratiques durables.
3. Concernant la pollution, les experts préconisent l'adoption de l'approche « sûre dès la conception » dans les accords de production, exigeant une transparence sur la composition et une atténuation directe à la source.
4. La transition vers une alimentation durable nécessite de soutenir l'agroécologie et de reconnecter nutrition et sécurité sanitaire, tout en respectant les vulnérabilités sociales locales.

Cette feuille de route stratégique souligne l'urgence de mieux coordonner les scientifiques et les décideurs publics. Elle rappelle le rôle central de l'éducation et de la coopération internationale pour transformer ces ambitions en actions opérationnelles et pérennes.

La capacité à prévenir et gérer les crises repose sur une meilleure production, circulation et exploitation des connaissances. Les recommandations concrètes formulées à partir de données fiables permettront d'éclairer la décision publique et d'améliorer l'efficacité des mesures prises.

→ En signant la **déclaration d'intention *One Health Data Convergence***, plus d'une trentaine de partenaires volontaires, dont des États (Arménie, Cambodge, Égypte, Espagne, Kenya, République démocratique du Congo, Royaume-Uni, Singapour, Thaïlande, Tunisie etc.), des organisations internationales et régionales (Africa CDC, CGIAR, FAO, OMSA, OMS) et d'autres entités internationales, dont l'initiative internationale PREZODE, s'engagent à faciliter le partage d'informations, l'analyse des bases de données de tous secteurs pour appuyer l'élaboration de politiques publiques et d'indicateurs partagés.

→ Les orientations stratégiques prodiguées conjointement par la Quadripartite *One Health* (FAO, OMS, OMSA, PNUE) pour accompagner les États à opérationnaliser l'approche *One Health* de façon concrète et efficace, s'inspirent des recommandations du *One Health High Level Expert Panel* (OHHLEP). Lors du Sommet, la Quadripartite a annoncé la **prolongation du mandat actuel du panel jusqu'en 2027 ainsi que le démarrage d'une troisième phase pour la période 2027-2029**.





Ce troisième mandat consolidera son rôle d'instance de référence pour l'expertise scientifique et technique en appui à la mise en œuvre *One Health*. Il s'articulera autour de trois axes : orienter la recherche, appuyer le Plan d'action conjoint *One Health* et renforcer le plaidoyer de haut niveau de la Quadripartite.

→ La France lance un Observatoire mondial *One Health* des microbiomes, avec l'objectif de collecter, d'ici 2030, un million de ces communautés de micro-organismes qui, par exemple, participent à notre bonne santé intestinale. Porté par l'INRAE avec VIB-KU Leuven et coordonné par le *World Microbiome Partnership*, cet observatoire facilitera l'élaboration d'indicateurs de santé, le développement de programmes de recherche et de nouvelles solutions basées sur les microbiomes. Il vise, à terme, à mieux comprendre le rôle des microbiomes dans la santé globale, au-delà de la seule santé humaine (sols, océans et agroécosystèmes) et à construire un référentiel scientifique international. Des partenaires de dizaines de pays du monde entier (Allemagne, Arménie, Cambodge, Chypre, Corée du Sud, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Italie, Japon, Mexique, Singapour, etc.) sont déjà associés.

→ L'Oréal s'engage en faveur de la prévention et de l'accès aux soins pour la santé de la peau à travers le programme L'Oréal Act for Dermatology. En collaboration avec la Fondation de l'OMS et l'*International League of Dermatological Societies* (ILDS), celui-ci vise notamment à faire progresser les connaissances, renforcer la formation et sensibiliser à l'impact des maladies de peau, grâce à des initiatives telles que : (i) *I'Access to Skin Health Observatory*, une étude de référence pour mieux comprendre les difficultés d'accès aux soins dermatologiques; (ii) *la Skin Image Gallery*, une banque d'images accessible gratuitement aux dermatologues du monde entier; et (iii) le *Climate Change and Skin Health Board*, pour documenter l'impact

du changement climatique sur la santé de la peau. L'Oréal met ses chercheurs et son écosystème de recherche au service d'une meilleure compréhension des trajectoires de vieillissement cutané. Au cœur de ses actions, le Groupe a annoncé souhaiter renforcer la coopération public-privé, croiser les expertises et accompagner la mise en place de politiques de prévention volontaristes dans le domaine de la longévité.

→ Olmix s'engage à maintenir son investissement dans la R&D en consacrant 7 % de son chiffre d'affaires à l'innovation pour renforcer l'assise scientifique de ses solutions qui contribuent à la mise en œuvre de l'approche *One Health*.

Cet effort doit s'accompagner d'un renforcement constant et pérenne de la coordination scientifique mondiale et des réseaux de recherche internationaux, afin de veiller à la défragmentation des méthodes et au partage de bonnes pratiques.

→ L'initiative internationale PREZODE (*PREventing ZOonotic Disease Emergence*), lancée par la France lors du 4^e *One Planet Summit* en janvier 2021, vise à prévenir l'émergence de maladies à la source grâce à une recherche *One Health* et le déploiement de projets opérationnels de prévention des risques zoonotiques sur le terrain.

Au *One Health Summit*, PREZODE, qui regroupe plus de 280 membres dans 90 pays, a publié un **rapport d'activités qui retrace ses principales réalisations et résultats significatifs obtenus au cours des cinq dernières années** : 27 ateliers et 1 500 acteurs mobilisés pour identifier des centaines de priorités clés de la prévention ; mise en œuvre d'actions de prévention dans plus d'une quinzaine de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à travers le programme PREACTS financé par l'AFD à hauteur de 25 M€ (renforcement de 22 plateformes *One Health*, mise en place de dispositifs de surveillance communautaire

intégrée, 20 000 personnes sensibilisées, des milliers de prélèvements et analyses, 450 cadres et décideurs formés à l'approche One Health) ; mise en œuvre de 11 projets de recherche sur la prévention en France et à l'international (25 M€) ; la mise en ligne d'un inventaire et d'une base de données des projets One Health ; 5 groupes de travail internationaux regroupant 86 experts de plus d'une trentaine de pays ; création d'un label PREZODE ; engagement dans la gouvernance internationale (Accord pandémies, etc.).

PREZODE a également publié une note de synthèse « One Health en action : quels leviers », qui propose des recommandations opérationnelles pour intégrer pleinement l'approche One Health dans les systèmes nationaux.

L'initiative a franchi une **nouvelle étape de son expansion internationale** à travers l'engagement de 7 nouveaux Etats (Arménie, Chypre, Côte d'Ivoire, Indonésie, Kenya, Libye, Mauritanie), de partenaires financiers majeurs, parmi lesquels la Banque mondiale et la Banque islamique de développement, et d'entités nationales (Fiocruz) et régionales, par la signature d'accords-cadres avec la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et la Communauté du Pacifique (CPS).

PREZODE consolide également ses partenariats stratégiques avec les organisations internationales dont l'OMSA (groupe de travail pour le développement d'un guide de bonnes pratiques du dialogue science-politique), ses réseaux régionaux, notamment dans le Pacifique (avec le projet OHANA) et d'autres entités à l'instar de l'Agence de santé publique du Canada, ou certaines universités australiennes de premier plan (Université d'Adélaïde, Université de Sydney), renforçant ainsi les capacités de recherche, d'innovation et de formation au service de l'approche One Health.

PREZODE a également annoncé son engagement dans le Réseau Mondial d'Alerte

et de Réponses aux Epidémies (GOARN) afin soutenir l'approche One Health dans la gestion des crises.

Ceva s'est engagé à renforcer sa participation dans l'initiative PREZODE.

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) souhaite contribuer au fonctionnement du secrétariat de PREZODE en affectant des ressources humaines à la planification et à la communication en Asie et en Afrique.

→ Dans le cadre de la Décennie internationale des sciences au service du développement durable (2024-2033), l'UNESCO ainsi que la FAO, l'OMS et l'OMSA ont annoncé un rapprochement de leurs cadres et réseaux, à travers un Global Call for One Health Research, afin d'encourager la mise en place de projets collaboratifs associant différentes disciplines et régions, avec un accent sur le partage de données, la recherche orientée vers l'action et le renforcement des capacités, en faveur de la traduction des connaissances en politiques publiques et en solutions opérationnelles.

→ **Unitaid a annoncé le lancement d'une coalition d'acteurs internationaux pour le développement de thérapeutiques (Therapeutics Development Coalition)**, construite en concertation avec l'International Pandemic Preparedness Secretariat (IPPS) et plusieurs partenaires (DNDi, READDI, Intrepid, MPP), et avec le cofinancement de la Commission européenne (DG HERA), qui vise à faciliter le développement et l'accès à de nouveaux produits thérapeutiques contre les familles de virus à haut risque pandémique identifiés par l'OMS.

→ L'OMS renforcera son modèle des Collaborative Open Research Consortia (CORC) qui sont hébergés par des institutions nationales de recherche et constituent des plateformes essentielles pour accélérer la R&D, en particulier concernant les pathogènes susceptibles de provoquer les prochaines pandémies.





En parallèle, plusieurs initiatives permettront de structurer l'expertise multidisciplinaire internationale, encore trop dispersée, et à former les professionnels de tous les secteurs en les connectant. La coordination de ces savoirs scientifiques, académiques et techniques permettra d'éclairer la décision publique et d'accompagner les pays à traduire la science en actions de terrain adaptées.

→ **Le lancement d'un réseau mondial d'institutions *One Health***, qui viendra en appui au Plan d'action conjoint *One Health* de la Quadripartite, visera à renforcer la diffusion et l'appropriation des recommandations de la Quadripartite, en s'appuyant sur des synergies accrues entre les centres et institutions d'expertise. Elle contribuera au renforcement de la formation et de l'apprentissage, notamment avec l'appui de l'Académie de l'OMS. Enfin, elle contribuera à promouvoir la recherche, l'innovation ainsi que le partage des données probantes et des bonnes pratiques *One Health*.

→ **La création d'un mécanisme de coordination dédié à la formation (*Joint One Health Learning Task Force*)** par la FAO, l'OMS et l'OMSA, avec le soutien de l'Académie de l'OMS et de l'Institut *One Health* de Lyon, participeront à cet effort de structuration afin de renforcer, à toutes les échelles, les outils de formation et d'apprentissage existants et les capacités des professionnels des différents secteurs.

→ En 2026, un dispositif d'apprentissage mentoré sera proposé à des professionnels issus de secteurs variés afin d'appuyer les projets concrets consacrés à l'approche *One Health*. Il sera codéveloppé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme spécial de recherche et de formation sur les maladies tropicales (TDR) et l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar.

Dans un monde interconnecté, le développement et déploiement de technologies d'outils numériques avancés, à l'instar de l'intelligence artificielle, doivent agilement servir nos ambitions en matière de santé et éclairer les prises de décision basées sur des données probantes.

→ **Le Botswana a annoncé le déploiement d'un système national de surveillance sanitaire *One Health*** fondé sur l'intelligence artificielle souveraine et accessible dans les communautés rurales (*Smart Village One Health Intelligence*). Déployée via des kiosques solaires connectés par satellite dans les villages, elle permet de renforcer la surveillance des épidémies animales (notamment la fièvre aphteuse, enjeu économique majeur pour l'élevage bovin), le conseil agronomique intégrant les savoirs traditionnels et l'accès aux marchés pour les petits producteurs.

→ La *Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* (CEPI) a présenté sa nouvelle initiative, s'inscrivant dans l'approche *One Health* ayant pour objectif de **mettre au point des vaccins sûrs et efficaces contre les virus émergents en seulement 100 jours**. Cet engagement inclura un futur outil d'intelligence artificielle, VISTA, développé en collaboration avec l'Université de Californie à Davis et à partir de données de l'Université de Boston, financé à hauteur d'1 M\$ par CEPI et destiné à classer les virus susceptibles de passer des animaux à l'homme et de déclencher la prochaine pandémie.

→ La FAO a annoncé le lancement, du Sustainable *Livestock Transformation and One Health Knowledge & Intelligence Digital Hub*, une initiative visant à **renforcer la mise en œuvre de l'approche One Health dans les systèmes agroalimentaires**. Ce hub soutiendra la convergence des données, l'élaboration de politiques intégrées et le renforcement de la coopération internationale, en appui direct au *One Health Data Convergence Pact*, afin de promouvoir des systèmes d'élevage durables, résilients et mieux préparés face aux risques sanitaires.

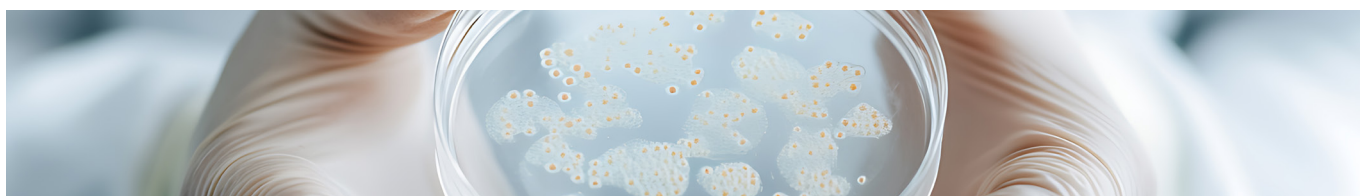
→ L'*International Livestock Research Institute* (ILRI) et *Community Jameel* mettront en place un nouvel outil pour prévoir les cas de malnutrition aiguë chez les enfants. Pour la première fois, des prévisions basées sur l'intelligence artificielle concernant la malnutrition infantile seront intégrées au système kenyan d'alerte précoce en cas de sécheresse.

POUR LA CONVERGENCE DES EFFORTS DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

L'efficacité des antimicrobiens, tels que les antibiotiques, est menacée par un phénomène grandissant : les agents pathogènes (c'est-à-dire qui engendrent une maladie) deviennent de plus en plus résistants à ces traitements. À terme, ces derniers pourraient devenir inefficaces pour traiter des infections, y compris les plus courantes. Dans un contexte où le développement de nouveaux traitements est complexe, préserver l'efficacité des molécules existantes par la promotion de leur usage approprié et encourager l'innovation deviennent des impératifs de santé publique.

→ Pour lutter contre le fardeau des résistances aux antimicrobiens (RAM), **la France a lancé un pacte international pour préserver l'efficacité des antibiotiques** qui rassemble déjà 15 États (Arménie, Botswana, Cambodge, Chypre, Corée du Sud, Egypte, Espagne, Guinée, Indonésie, Kenya, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Tunisie) et 6 organisations (Africa CDC, CGIAR, OCDE, OMSA, OMS, UNICEF) volontaires autour d'objectifs communs, en cohérence avec les cadres internationaux existants : réduire l'usage inapproprié des antibiotiques dans tous les secteurs et garantir un accès équitable et durable aux traitements essentiels à horizon 2030. Dans le secteur de l'élevage, ces partenaires joindront leurs forces pour bannir l'usage des antimicrobiens comme promoteurs de croissance. Ces engagements seront portés lors des prochains rendez-vous internationaux majeurs dédiés à la thématique.

→ Cet effort s'accompagne d'un **renforcement des capacités de diagnostic et de surveillance**, en particulier grâce à l'action de bioMérieux autour d'un partenariat public/privé (rassemblant plus de 20 organisations représentant des dizaines de milliers de professionnels dont la *Flemming Initiative*, la *Fondation Novo Nordisk*, *Ceva*, l'*African Society for Laboratory Medicine*, *Bavarian Nordic*, etc.) qui permettra, à travers le *Global One Health Diagnostics Access Compact*, d'élargir l'accès aux tests diagnostiques essentiels en santé humaine, animale et environnementale. En favorisant un accès prévisible aux diagnostics de haute qualité, ce compact transformera chaque résultat en information utile pour la détection précoce, la réponse ciblée et la réduction de l'utilisation inappropriée des antibiotiques.





→ La France lance également un méta-réseau international sur la résistance aux antimicrobiens (RAM), hébergé par l'Inserm, qui regroupera et coordonnera les principaux réseaux de financement et de recherche existants. En unissant leurs expertises, ces nombreux réseaux et partenaires régionaux ou internationaux (DG RTD, EDCTP, EU-JAMRAI, EUP OHAMR, GARDP, Global AMR R&D Hub, ICARS, PROMISE, Quadripartite Joint Secretariat on AMR, Wellcome) dont des Etats (Arménie, Cambodge, Chypre, Corée du Sud, Guinée, Egypte, Indonésie, Kenya, Mongolie, Singapour, Tunisie) et des organisations internationales (Africa CDC, CGIAR, OCDE, OMSA, OMS, UNICEF), collaboreront activement pour développer des nouveaux projets de recherche et ainsi mieux comprendre comment émergent et se diffusent ces résistances. En marge du *One Health Summit*, l'ANRS|MIE a organisé une première réunion regroupant l'ensemble des partenaires.

→ La Commission européenne, qui a adopté fin 2025 un nouveau partenariat sur la résistance aux antimicrobiens (RAM), a annoncé **un nouvel investissement de 30 M€**, géré par la banque de développement allemande (KfW), pour soutenir les travaux de *Combating Antibiotic-Resistant Bacteria Biopharmaceutical Accelerator* (CARB-X) et *The Global Antibiotic Research & Development Partnership* (GARDP) pour renforcer la réponse mondiale à la résistance aux antimicrobiens en stimulant le développement, l'innovation et la disponibilité des contre-mesures médicales contre la RAM.

→ L'OCDE et l'OMSA ont annoncé un projet de partenariat visant à évaluer les bénéfices économiques qui découlent de la mise en œuvre de l'approche *One Health* pour lutter contre les résistances aux antimicrobiens (RAM). Cette méthodologie aidera les pays à guider leurs investissements vers les domaines d'action les plus pertinents et prioritaires.

- La Tunisie a annoncé le lancement de la révision de son Plan national de lutte contre l'AMR pour la période 2026-2030, aligné sur les travaux de la Quadripartite et qui s'appuiera également sur un financement du Fonds pandémies atteignant près de 25 M\$.
- L'Égypte a annoncé le lancement à venir de son plan d'action pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens (RAM).
- La Suède a annoncé la nomination d'un Conseiller spécial suédois sur la résistance aux antimicrobiens auprès du Bureau régional de l'OMS.

MIEUX SURVEILLER POUR MIEUX PRÉVENIR : QUAND SANTÉ ANIMALE, SANTÉ HUMAINE ET ENVIRONNEMENTALE NE FONT QU'UNE

Face à la multiplication des menaces, le *One Health Summit* porte un agenda ambitieux articulé autour d'un changement de paradigme fondé sur la prévention des pandémies et la coordination des interventions entre les différents secteurs. Renforcer les capacités des laboratoires et les systèmes de surveillance et de détection précoce permettra d'anticiper les futures crises et de mieux s'y préparer. Les cas de la rage, des arbovirus ou de la grippe aviaire sont emblématiques à cet égard.

→ L'OMSA et l'OMS porteront un cadre opérationnel de coopération permettant d'intégrer les capacités vétérinaires dans les dispositifs de préparation et de réponses aux urgences sanitaires (par exemple en testant les échantillons humains au sein de laboratoires vétérinaires). Cet engagement se traduira par la mise en place de projets-pilotes dans les pays volontaires.

→ La Quadripartite *One Health* se dote d'une stratégie globale pour coordonner la réponse mondiale de lutte contre la grippe aviaire (alignement des mandats, cohérence des actions, orientations communes, évaluations conjointes des risques, plaidoyer, appui technique aux pays, etc.).

→ L'OMSA, l'OMS, la FAO et leurs partenaires (Institut Pasteur, Alliance internationale pour les standards biologiques) ont annoncé le développement d'un modèle de gouvernance de surveillance communautaire afin de prévenir les zoonoses. Dans un premier temps appliqué à l'exemple de la rage, ce modèle se décline en une plateforme politique mondiale pilotée par des pays endémiques, en un groupe de travail constitué d'autorités locales et en un programme de recherche.

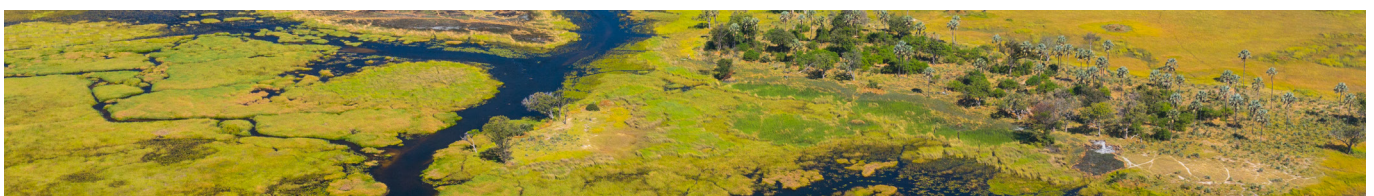
Le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique du Congo, la Thaïlande, Singapour ou encore le Royaume-Uni ont déclaré leur ambition d'y prendre part, VSF-International a exprimé son soutien tandis que Ceva s'est engagé à mettre son expertise en vue du développement de ce modèle

→ L'OMSA a annoncé la mise en place d'un système mondial de partage d'information en temps réel sur la santé de la faune sauvage (Wild Epi) afin de renforcer la collecte des informations, l'analyse des risques et les alertes précoces pour renforcer la gestion des maladies affectant la faune sauvage.

→ L'OMSA et l'*International Livestock Research Institute* (ILRI) engagent dans un nouveau partenariat commun visant à améliorer la santé animale à l'échelle mondiale. L'ILRI partagera ses résultats scientifiques liés aux interconnexions entre les données climatiques, la santé du bétail et les systèmes de production, afin de soutenir la surveillance et la réponse aux maladies, le renforcement des capacités et l'élaboration des politiques sanitaires.

→ Le Botswana s'est engagé à créer un système de détection des épidémies humaines et animales véhiculées dans l'eau.

→ L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), en lien avec ses partenaires internationaux et régionaux (Fonds de lutte contre les pandémies, FAO, Banque mondiale, *Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture*), s'est engagée à élargir des plateformes régionales de surveillance *One Health* et de prévention de la transmission inter-espèces dans les Amériques (région de l'Amazonie et du Darién), incluant une collaboration avec la Guyane française.





→ Au cours des trois prochaines années, le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme investira **plus de 3,5 Mds\$ dans des programmes de lutte contre le paludisme dans plus de 60 pays touchés par cette maladie.** En plus de sa collaboration avec Gavi, l'Alliance du Vaccin dans le déploiement des vaccins, recommandés par l'OMS contre le paludisme, le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme a également déployé, en lien avec Unitaid, la nouvelle génération de moustiquaires imprégnées d'insecticides à double action et annoncé son investissement dans d'autres outils de prévention prometteurs, tels que les émanateurs spatiaux.

→ S'appuyant sur les réseaux existants d'instituts nationaux de santé publique, et en partenariat avec la Fondation Mérieux et le réseau Pasteur, l'Organisation panaméricaine de santé (OPS) lance un partenariat régional visant à renforcer les capacités de surveillance génomique et de laboratoire pour les agents pathogènes zoonotiques et émergents dans les Amériques.

→ Alors que la propagation de la dengue, maladie vectorielle et enjeu majeur de santé publique, est fortement exacerbée par les effets du changement climatique, **le Kenya a exprimé son intention de rejoindre la Dengue Alliance** (DNDi, Thaïlande, Inde, Malaisie, Brésil) afin d'accélérer le développement de traitements pour lutter contre cette maladie vectorielle très sensible aux effets du changement climatique. En complément de l'Union européenne qui avait déjà confirmé la mobilisation de 20 M€ pour soutenir le développement de nouveaux traitements (en partenariat avec l'AFD et DNDi), **la Thaïlande a annoncé un financement complémentaire dans le but d'intensifier les efforts de recherche et développement contre la dengue.**

→ **Gavi, l'Alliance du Vaccin lance un mécanisme de résilience** (« *Gavi Resilience Mechanism* ») dans le cadre de son cycle 6.0 (2026-2030). En offrant un financement flexible et rapide en cas de chocs non couverts par les allocations nationales, cette facilité, pouvant atteindre jusqu'à 380 M\$, se destine à répondre plus efficacement aux besoins dans les contextes fragiles et humanitaires, où les crises, accentuées par les risques zoonotiques et les effets du changement climatique, perturbent régulièrement les systèmes de santé et les services de vaccination.

→ Boehringer Ingelheim, ayant inscrit l'interconnexion des santés au cœur de ses engagements, a annoncé plusieurs initiatives stratégiques dont **un nouveau partenariat pour éliminer la rage canine en Equateur d'ici 2030** (*Ecuador Free of Rabies*, en lien avec les autorités nationales et l'Organisation panaméricaine de la santé); une collaboration renforcée avec le Botswana pour le contrôle de la fièvre aphteuse et de la peste des petits ruminants; et des investissements industriels avec l'ouverture prochaine d'un site biologique de pointe près de Lyon pour produire des antigènes contre la fièvre aphteuse.

→ Ceva s'est engagé à poursuivre ses activités de lutte contre les zoonoses au travers de projets locaux, nationaux et internationaux liés à la vaccination.

→ CEPI a annoncé le **lancement d'un essai clinique en Afrique de l'Ouest sur le candidat-vaccin contre la fièvre de la Vallée du Rift** développé par l'université d'Oxford, le lancement du programme ACHIEVE (10,3 M\$) visant à mieux suivre l'impact du chikungunya en Afrique de l'Est, ainsi qu'un nouveau partenariat avec la société française de biotechnologie Osivax visant à développer des vaccins à effet immunostimulant contre la grippe pandémique à l'aide de la bibliothèque d'adjuvants de CEPI – une première mondiale.

→ Le *Medicines Patent Pool* (MPP) a annoncé la tenue de **premiers essais cliniques en 2028 pour un candidat vaccin à ARNm contre le virus H5N1 (grippe aviaire)**. Ce vaccin, développé par Sinergium Biotech dans le cadre du Programme de transfert de technologie ARNm porté par l'OMS et mis en œuvre par le MPP, met en évidence la souplesse de la plateforme ARNm et illustre la capacité du programme à s'adapter rapidement et à répondre en temps réel à l'évolution des menaces pandémiques.

→ La FAO a annoncé le lancement d'un programme stratégique mondial, articulé en complémentarité avec les cadres et initiatives existants (dont PREZODE et le Cadre mondial pour le contrôle progressif des maladies animales transfrontières) et en collaboration avec la Quadripartite, visant à **renforcer les systèmes de santé animale et les capacités nationales *One Health* pour lutter contre les maladies animales transfrontières** (*Global Partnership Program on Transboundary Animal Diseases*).

→ Dans le but de renforcer la production pharmaceutique et l'accès aux médicaments, *Bloom Public Health* a annoncé **déployer à grande échelle au Nigéria un programme d'optimisation des laboratoires** (en renforçant les compétences des techniciens et en mettant à disposition des équipements de diagnostic), s'est engagé à établir des parcs pharmaceutiques en Afrique en faveur de la production locale (réunissant tous les acteurs de la chaîne de valeur du médicament) et a réitéré son engagement avec CEPI pour lutter contre la fièvre de Lassa en Afrique de l'Ouest.

→ Gavi, l'Alliance du Vaccin a annoncé qu'un ensemble de réformes d'un montant pouvant atteindre jusqu'à 200 M\$, baptisé « AVMA+ », serait porté à l'approbation de son prochain conseil d'Administration. AVMA+ permettra de consolider le dispositif « Accélérateur de la production des vaccins en Afrique (AVMA) » en tenant compte des changements intervenus depuis son lancement, en 2024, et de garantir que ses engagements soient tenus à grande échelle au cours de la phase Gavi 6.0. Ces mesures combineront une meilleure prévisibilité de la demande pour les vaccins fabriqués en Afrique, avec un soutien ciblé aux fabricants afin qu'ils puissent passer plus rapidement de la phase d'investissement à la production, puis de la production à des marchés durables.

→ Aspen s'est engagé à produire quatre vaccins en Afrique du Sud pour un usage continental, qui seront mis sur le marché en 2028.





PROTÉGER LA SANTÉ DES IMPACTS DES POLLUTIONS ET DES PLASTIQUES : UN IMPÉRATIF POUR PRÉSERVER NOS POPULATIONS ET NOS ÉCOSYSTÈMES ENCORE TROP EXPOSÉS

Le plastique, dès sa production jusqu'au stade des déchets, a un impact négatif sur notre santé, celle des animaux et de notre environnement : ni les terres ni les océans ne sont épargnés. S'appuyant sur les solutions fondées sur la science, la lutte contre les pollutions, dont la pollution plastique, constitue un axe prioritaire pour protéger la santé et assainir notre quotidien.

→ À l'occasion du *One Health Summit*, les scientifiques de la Coalition pour un Traité efficace sur les plastiques ont réaffirmé les impacts des plastiques sur la santé et les solutions et alternatives innovantes pour mieux les protéger, dont un levier indispensable : la réduction de la production et de la consommation. À leurs côtés, la communauté internationale (Allemagne, Arménie, Guinée, France, République démocratique du Congo, Tunisie, CGIAR, UICN, etc.) et la société civile ont apporté leur soutien et détermination à mettre fin à la pollution plastique. **Les parties prenantes ont réaffirmé la nécessité de conclure un Traité international efficace, couvrant l'ensemble du cycle de vie des plastiques dont la production.** Certains représentants du secteur privé, dont le groupe Sécché, se sont également positionnés en soutien à l'appel à un traité international sur le plastique, qui ouvrira par ailleurs de nouvelles perspectives économiques sur les alternatives au plastique.

→ Aux côtés de la France, certains Etats et organisations (Allemagne, Arménie, Espagne, CGIAR, UNICEF) se sont engagés à **renforcer leur action visant à limiter les ajouts intentionnels de micro- et nano-plastiques dans les produits du quotidien** (produits cosmétiques, produits d'entretiens, etc.) afin de protéger les trois dimensions de la santé, et à œuvrer pour promouvoir ces mesures au niveau international, notamment dans le cadre de l'Accord-cadre mondial sur les produits chimiques.

→ Plastic Odyssey a annoncé le développement d'un **nouveau navire dédié à la préservation des sites marins** de forte biodiversité, dont certains sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Capable d'atteindre les zones protégées les plus isolées, le navire aura comme principales missions la dépollution des zones côtières, la restauration active des écosystèmes et la recherche scientifique.

→ Le groupe Suez, grâce à son expertise scientifique, s'est engagé à continuer de développer des solutions innovantes et à poursuivre ses coopérations scientifiques et académiques liées à l'approche *One Health* grâce au lancement de nouveaux travaux de recherche (thèses CIFRE) sur les adénovirus infectieux. Suez poursuivra ses innovations dans le but de développer des solutions avancées pour détecter, caractériser et traiter les micropolluants.

→ **L'UNESCO a annoncé un partenariat renforcé avec le *Global Exposome Forum*** afin de structurer des initiatives conjointes de recherche et de dialogue science-politique qui auront vocation à approfondir les connaissances sur les interactions entre les expositions aux environnementales, la santé et le bien-être.

Il se matérialisera par l'organisation d'une session dédiée à l'exposome (qui regroupe la totalité des expositions aux facteurs environnementaux) lors de la Conférence mondiale 2026 de la Décennie internationale des sciences au service du développement durable (2024–2033) afin de renforcer la visibilité et la coordination internationale autour de ces enjeux.

→ Séché Environnement soutient le renforcement du principe de proximité et de souveraineté industrielle, en favorisant le traitement et la valorisation des déchets sur le territoire national, dans une logique d'économie circulaire et afin d'éviter d'exporter de déchets plastiques vers des pays ne disposant pas des infrastructures nécessaires pour garantir un traitement environnemental approprié. Le groupe a plaidé pour un encadrement plus strict des transferts transfrontaliers de déchets et s'engage sur un **bannissement concernant l'exportation des déchets plastiques**.

→ Séché Environnement s'est engagé à promouvoir une **réglementation ambitieuse en matière de rejets des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans l'eau**, via la mise en place de valeurs limites d'émission. Le groupe s'est engagé à poursuivre ses investissements dans les technologies de traitement, de suivi et de contrôle des PFAS, afin de contribuer à la réduction durable des émissions et à la protection de la santé environnementale, animale et humaine.

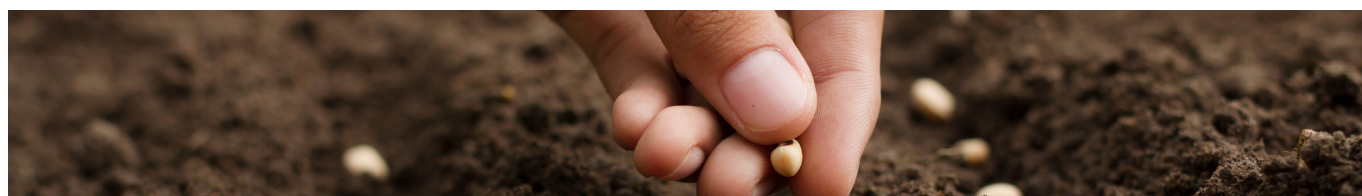
→ En cohérence avec le Plan d'action mondial sur la biodiversité et la santé ainsi que les autres cadres mondiaux existants, le PNUE s'engage à soutenir les pays intégrant les interconnexions entre biodiversité et santé dans leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP), ainsi que dans leurs politiques nationales de santé et leurs plans d'actions nationaux intégrant une dimension *One Health*.

→ Le PNUE s'engage à **renforcer les systèmes de surveillance des eaux usées et de l'environnement de certains pays prioritaires**, notamment sur le continent africain, afin de renforcer les capacités de ces pays pour détecter certains risques pour la santé et l'environnement.

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES : FAIRE DE NOTRE ASSIETTE UN LEVIER DURABLE DE SANTÉ

La sécurité alimentaire, la nutrition et la durabilité des systèmes alimentaires sont des objectifs fondamentaux, dont se sont saisis de nombreux acteurs et gouvernements lors du sommet Nutrition pour la Croissance (N4G) organisé à Paris (27-28 mars 2025). Une attention toute particulière doit être portée aux impacts sanitaires et environnementaux des modes de production, de transformation, de distribution et de consommation, afin de promouvoir des politiques publiques favorisant des régimes alimentaires plus sains et durables. Il est de notre devoir de prévenir ces risques alors que les preuves scientifiques s'accumulent autour de l'impact néfaste des aliments dits « ultra-transformés ».

→ Pour la première fois, la France porte à l'échelle internationale une déclaration ambitieuse qui vise à reconnaître les préoccupations liées aux impacts sanitaires et environnementaux des aliments dits « ultra-transformés », à aboutir à une définition harmonisée de cette catégorie, à appuyer la recherche et les travaux internationaux en cours, et à soutenir la mise en place de politiques publiques adaptées. De nombreux Etats (Arménie, Cambodge, Chypre, Guinée, Egypte, Kenya, République démocratique du Congo, Singapour, Tunisie, etc.) et organisations (Africa CDC, CGIAR, PAFO, OMS, UNICEF etc.) partagent cette vision.





→ La FAO a lancera un cadre stratégique pour intégrer l'approche **One Health** dans les politiques et programmes agroalimentaires (*One Health in Agrifood Systems Framework*). Elle organisera les 21-23 septembre 2026 une conférence mondiale multi-acteurs, qui s'appuiera sur les résultats et l'élan du *One Health Summit* pour promouvoir la mise en œuvre de l'approche *One Health* dans les systèmes agroalimentaires (*Global Conference for Actions on One Health in Agrifood Systems*).

→ Dans le cadre de l'Initiative Française pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (IFSAN), la France a annoncé soutenir dès 2026 des projets-pilotes visant à opérationnaliser l'approche **One Health** pour lutter contre la malnutrition infantile, en s'attaquant à ses causes sanitaires, animales et environnementales. Ces projets agiront notamment sur trois leviers : le soutien à la production animale et aux soins vétérinaires, l'appui à une alimentation riches en nutriment et bénéfique au microbiote, et la prévention des risques d'infections à l'origine de la malnutrition des jeunes enfants.

→ Afin de porter la lutte contre l'anémie ferriprive (carence en fer) à grande échelle, Danone ambitionne d'**accélérer le dépistage du statut en fer et l'anémie ferriprive** (14 millions d'ici 2030), d'évaluer le risque d'anémie ferriprive grâce à l'intelligence artificielle, afin de renforcer la sensibilisation, l'éducation et l'orientation vers le dépistage et d'élargir l'accès à un dépistage gratuit et accessible pour les parents, les professionnels de santé ainsi que les programmes de santé maternelle et infantile.

→ L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) s'engage à développer une stratégie *One Health* et à intégrer ses orientations dans les futurs plans opérationnels de l'organisation. L'UICN a également annoncé l'opérationnalisation à venir de son outil de suivi-multiniveau des systèmes agricoles via le *Land Health Monitoring Framework*, un instrument innovant croisant des indicateurs écologiques, agronomiques et socio-économiques afin d'**orienter les décisions agricoles et soutenir la planification des systèmes par l'opérationnalisation de l'approche One Health**.

→ Afin de renforcer la sécurité alimentaire et la malnutrition des populations vulnérables, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) mobilise un **outil de prévision des cas de malnutrition infantile au Kenya** reposant sur l'intelligence artificielle et croisant un ensemble de données. Dans cette même lignée, le CGIAR s'engage à **soutenir des projets One Health en Asie et en Afrique**, notamment par la mise en place de dix sites de terrain *One Health*, dans le cadre de son programme scientifique *Animal and Aquatic Foods* qui vise à aider les agriculteurs à produire des aliments plus sûrs tout en protégeant la santé humaine et environnementale.

→ L'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) met en œuvre l'initiative *Healthy Farmers, Healthy Food* pour **lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des populations d'agriculteurs familiaux en Afrique**, en améliorant leur accès aux soins de santé et aux régimes alimentaires équilibrés et nutritifs. Cette campagne permet d'améliorer la productivité agricole, d'endiguer le déclin des moyens de subsistance en milieu rural et de renforcer la vulnérabilité aux chocs climatiques et économiques.

→ Olmix annonce poursuivre sa contribution au changement des pratiques agricoles en développant des solutions naturelles et durables produites à partir d'algues, de levures et de bois, durables à destination des agriculteurs et des éleveurs. Ces solutions permettent ainsi de réduire le recours à la médication en élevage par la prévention et de diminuer le recours à l'utilisation d'engrais azotés en améliorant l'absorption des plantes.

AMPLIFIER NOTRE ACTION, ÊTRE INCLUSIF ET CHANGER D'ÉCHELLE : INTENSIFIER LE PLAIDOYER, MOBILISER LES FINANCEMENTS

La mise en œuvre effective de l'approche *One Health* suppose la mobilisation des ressources et des acteurs économiques (banques de développement, entreprises), mais aussi de tout l'éventail de la société civile, y compris les philanthropies, pour intensifier le plaidoyer et visibiliser les problématiques susceptibles de transformer en profondeur nos sociétés. Par leurs engagements et leurs initiatives, ces catalyseurs de partenariats et de financements participent au développement de solutions concrètes et durables et renforcent ainsi l'efficacité des politiques publiques.

→ Au cours du *One Health Summit*, les banques de développement (AFD, Banque du Conseil de l'Europe, Banque européenne d'investissement, Banque islamique de développement, Banque mondiale) soutenus par d'autres acteurs majeurs (FIDA, etc.), se sont engagées, sous la houlette de l'AFD et du Réseau *Finance in Common* (FiCs), à travailler à la mise en place d'indicateurs et objectifs spécifiques communs (*One Health Tracker*) permettant de **mieux suivre et orienter les investissements, à structurer leurs interventions autour de l'approche *One Health* et à appuyer les pays dans la mise en œuvre de projets *One Health*** à travers des cycles de formation dédiés. Cette dynamique, traduite dans le lancement d'un groupe de travail dédié au sein du FiCS,

visait à accélérer et faciliter le financement de projets et à renforcer la cohérence des interventions à l'échelle internationale.

→ **Le groupe de la Banque mondiale investira 750 M\$ dans la mise en œuvre d'activités *One Health*** au cours des deux prochaines années, et annonce un **partenariat renforcé l'initiative internationale PREZODE** pour la mise en œuvre concrète de l'approche *One Health*, notamment en Afrique centrale et de l'Ouest.

→ Les philanthropies et fondations présentes au *One Health Summit* se sont accordées, sous l'impulsion de Wellcome, de la Fondation Mérieux et de la Fondation S, pour **approfondir, selon un agenda commun, leur collaboration et engagement politique, technique et financier en faveur de la mise en œuvre de l'approche *One Health*** ainsi que pour créer des synergies avec d'autres organisations. De nombreux acteurs ont décidé de se joindre à cet élan (le Réseau et la Fondation Aga Khan, la Fondation CMA-CGM, Community Jameel, la Fondation FARM, la Fondation Lady Lawyer, la Fondation Mo Ibrahim, la Fondation Rockefeller, la Fondation Veolia, Greenway, le Pasteur Network, etc.). Cette démarche a reçu le soutien du F7, groupe d'engagement philanthropique des pays du G7.

→ La Commission européenne a annoncé un **nouveau paquet « *One Health / AMR* »** comprenant : une nouvelle action européenne (46,5 M€), en partenariat avec l'Africa CDC, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) afin de consolider l'architecture de sécurité sanitaire africaine et de renforcer le personnel *One Health*, ainsi que des investissements complémentaires axés sur la R&D pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens et pour le développement de médicaments destinés à traiter la dengue à travers l'action de la DG HERA (50 M€).





→ Le Fonds de lutte contre les pandémies a annoncé le **lancement d'un appel à projets ciblant 15 pays présentant les risques les plus élevés**, les plus grands besoins et des défis socioéconomiques importants. Avec jusqu'à 244 M\$ disponibles, cette nouvelle enveloppe de financement vise à soutenir le renforcement de leurs capacités de prévention, de préparation et de riposte aux pandémies.

→ Le Fonds vert pour le climat (GCF), l'Africa CDC et le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ont annoncé un **engagement de 3,96 M\$ afin de soutenir la conception et le développement d'un programme de 166 M\$ axé sur le renforcement des systèmes de santé résilients au changement climatique** dans trois pays du continent africain : le Burundi, la Guinée-Bissau et la République Démocratique du Congo.

→ Dans la continuité de son engagement annoncé lors du sommet Nutrition pour la Croissance (N4G) à Paris (27-28 mars 2025), la Fondation Aga Khan double son engagement financier et consacrera environ **100 M\$ au cours des cinq prochaines années (2026-2031) afin de lutter contre la malnutrition et de renforcer les systèmes nutritionnels** à destination des communautés vulnérables, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

→ La Commission européenne a annoncé son intention de contribuer au 8^{ème} cycle de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme, à hauteur de 700 M€, rappelant que la somme cumulée des contributions de l'Équipe Europe s'élevaient à plus de 3 Mds€.

Pour réaffirmer la force de l'Union européenne (UE) et de ses États membres lorsqu'ils agissent de concert, la Commission européenne a souligné que, depuis 2002, l'UE et ses États membres représentent, ensemble, environ un tiers de l'ensemble des contributions des donateurs au Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

→ Lors de l'événement partenaire « *One Health et société civile : engagés dans les transitions* », les acteurs de la société civile ont publié une déclaration de principe qui appelle à une intégration structurelle de la société civile dans la mise en œuvre de l'approche *One Health* en réponse aux crises sanitaires, environnementales et sociales mondiales. Elle souligne le rôle central de la société civile pour faire le lien entre les engagements internationaux et les réalités locales grâce à son expertise et son ancrage communautaire. La déclaration plaide en faveur d'un financement durable, d'une responsabilisation accrue et de la protection de l'espace civique afin de permettre une action efficace et équitable. Elle invite les autorités et les partenaires à proposer des solutions mesurables, inclusives et ancrées localement.

→ L'événement partenaire organisé par le Forum de Paris sur la paix « Les philanthropies engagées pour *One Health* et la santé des enfants », réunissant fondations, banques de développement, organisations non-gouvernementales et partenaires de santé mondiale, a mis en lumière des collaborations concrètes liant le bien-être de l'enfant et l'agenda *One Health*. La nouvelle initiative philanthropique du G7 (F7), positionnant les organisations philanthropiques comme des partenaires clés pour la promotion de solutions intégrées en matière de santé, d'environnement et de développement, a été annoncée à cette occasion.

→ Le Women 7 – groupe d’engagement rassemblant plus de 250 organisations de la société civile issues d’une soixantaine de pays investies sur la question des droits des femmes et des filles – a publié une **lettre ouverte appelant à placer l’égalité de genre au centre de l’agenda *One Health* pour renforcer l’efficacité et l’équité des politiques de santé. Rappelant que les crises sont aussi façonnées par les conditions sociales, économiques et environnementales inégales dans lesquelles vivent les populations, le collectif défend la prise en compte des questions de genre et les approches féministes dans la gouvernance, la recherche et les programmes de santé *One Health* en vue de rééquilibrer les inégalités creusées par les déterminants sociaux.** Dans la continuité de ses stratégies en matière de diplomatie féministe et de santé mondiale, la France soutient cette dynamique. A ses côtés, plus de 300 entités signataires ont décidé de promouvoir cet engagement.

FAIRE DE L’APPROCHE *ONE HEALTH* UN RÉFLEXE DE L’AGENDA POLITIQUE MONDIAL, NATIONAL ET RÉGIONAL

Alors que la fragmentation des nombreuses initiatives limite l’efficacité de l’action internationale, la recherche d’efficience, de synergies et de collaborations rapprochées entre entités doit être privilégiée. Il est également primordial de renforcer la coordination politique et d’infuser l’approche *One Health* au sein des grands rendez-vous internationaux.

→ Dans la continuité des récentes avancées – notamment le Plan d’action de Belém adopté à la COP30 et les travaux de l’Alliance for Transformative Action on Climate and Health (ATACH), 12 pays-pilotes (Arménie, Botswana, Brésil, Cambodge, Chypre, Egypte, Emirats arabes unis, France, Kenya, République démocratique du Congo, Singapour, Thaïlande, Tunisie) ainsi que des organisations internationales

(Africa CDC, OMSA, OMS, etc) ont endossé **la déclaration *One Health & Beyond* marquant le lancement d’un cycle visant à inscrire durablement l’approche *One Health* au cœur de l’action climatique internationale.** Cette initiative a vocation à structurer dans la durée une dynamique collective et coordonnée, pour traduire ces engagements politiques en avancées concrètes, notamment à travers leur intégration progressive dans les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d’adaptation. En renforçant ainsi l’articulation entre santé et climat par l’approche *One Health*, les États entendent accroître la résilience de leurs systèmes face aux défis sanitaires, environnementaux et climatiques d’aujourd’hui comme de demain.

Seule une meilleure coordination entre les acteurs de l’écosystème de la santé mondiale, une appropriation nationale et une préparation de long terme, reposant sur des investissements stratégiques, plus nombreux et moins fragmentés dans le développement de produits de santé, permettra de répondre efficacement aux futures menaces sanitaires.

→ Une déclaration politique, dite « Déclaration de Lyon », adoptée par près d’une trentaine d’acteurs de la santé mondiale, dont 17 pays vise à **donner l’élan politique nécessaire à une mise en cohérence des processus de réforme de l’architecture en santé mondiale et à promouvoir des avancées concrètes.** Elle consacre les priorités convergentes qui façonneront la prochaine architecture, souligne l’importance de l’appropriation nationale et de la souveraineté sanitaire, et réaffirme l’engagement de l’ensemble des parties prenantes au processus de soutien conjoint et inclusif hébergé par l’OMS.





→ La Commission européenne a présenté les priorités de sa future *Global Health Resilience Initiative*, qui s'articulera autour des axes suivants dans le cadre d'une approche « Equipe Europe » plus étroite en matière de santé : une architecture mondiale de la santé adaptée aux besoins des pays pour faciliter leur appropriation ; des systèmes de santé résilients dirigés par les pays ; un accent particulier porté sur la production régionale des produits de santé, notamment sur le continent africain ; des actions fondées sur la science pour lutter contre la désinformation et se protéger des principales menaces transfrontalières (résistances aux antimicrobiens, maladies liées au climat et futures pandémies).

→ Le Pacte pour la Prospérité, les Peuples et la Planète (4P) a annoncé la **création d'une « coalition santé » portant sur le financement de la santé en Afrique**, en cohérence avec l'*Accra Reset* et son mandat en faveur d'une réforme ambitieuse de l'architecture financière internationale. Portée par et pour les pays en développement, la coalition visera à structurer et optimiser les financements en santé avec l'ensemble des partenaires financiers pour répondre de façon adaptée aux besoins réels et aux contextes spécifiques de chacun, en application concrète du principe central du 4P : développement, santé et environnement comme un même défi systémique. Dans le respect de l'approche *One Health*, cette initiative intégrera les enjeux de données et appuiera les pays dans la sélection des instruments financiers les plus adaptés pour combler les écarts de financements.

De même, l'articulation nationale et la coordination régionale permet de diffuser l'approche *One Health* à toutes les échelles et à favoriser son appropriation par l'ensemble des acteurs, pour une meilleure déclinaison opérationnelle.

→ Dans la continuité de ses orientations stratégiques, la Commission de l'Union africaine a annoncé la **mise en place d'un mécanisme panafricain de surveillance *One Health***. Ce mécanisme instaurera un cadre intégré et interopérable pour la surveillance intersectorielle, qui renforcera les systèmes d'alerte précoce, améliorera le partage des données et permettra une réponse rapide et collective, tout en facilitant une appropriation nationale, dans le respect des systèmes et principes de gouvernance des données déjà établis.

→ Le Cambodge a présenté son nouveau mécanisme de coordination interministérielle, tandis que l'Indonésie s'est engagée à instituer un tel comité interministériel *One Health*.

→ L'Indonésie a suggéré la création d'un *International One Health Hub* qui mettra en réseau l'ensemble des comités nationaux de coordination interministérielle *One Health*, afin d'assurer notamment le suivi de la mise en œuvre des engagements du *One Health Summit*.

→ La Guinée a annoncé un arrêté de mise en œuvre de l'approche *One Health*, portant sur la sécurité sanitaire, la gestion des risques épidémiques et la coordination intersectorielle en situation d'alerte. Ce texte viserait à instaurer une gouvernance intégrée des risques épidémiques, en structurant un dispositif national associant sept ministères sous l'égide du Premier ministre. Il permettra d'articuler un niveau stratégique de pilotage avec le dispositif opérationnel existant.

→ Au niveau national, la Tunisie a partagé sa volonté d'institutionnaliser un Centre national One Health, d'intégrer les systèmes de surveillance dans une plateforme interopérable et d'investir dans les capacités humaines, techniques et scientifiques. Au niveau régional, la Tunisie est prête à jouer un rôle moteur dans la mise en place d'une plateforme Afrique du Nord-MENA dédiée à la coordination des stratégies de lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM)AMR,, le partage en temps réel des données et le développement de solutions innovantes (notamment en phagothérapie).

DÉCLINER ONE HEALTH À L'ÉCHELON LOCAL AUPRÈS DES POPULATIONS ET ANCRER LA PRÉVENTION DANS NOTRE QUOTIDIEN, À TOUS LES ÂGES DE LA VIE

Alors qu'une part croissante de la population vit dans des centres urbains, les villes sont en première ligne face aux risques sanitaires liés à l'effondrement de la biodiversité, la pollution des milieux et le dérèglement climatique. En se saisissant de l'approche One Health, les villes peuvent mobiliser leurs multiples compétences pour assurer l'habitabilité du territoire pour tous.

→ Les dirigeants locaux d'une dizaine de villes du monde entier (Bouaké, Lahti, Liège, Lyon, Marseille, etc.) s'allient pour **créer la One Health Cities Alliance (OHCA)**, une coalition de villes engagées pour intégrer l'approche One Health dans leurs politiques publiques locales.

→ Les dirigeants locaux ont signé un appel à l'action conjoint identifiant les besoins prioritaires des villes dans différents champs et cibler ainsi les investissements nécessaires. Il intègre également un ensemble de recommandations destinées aux décideurs pour déployer concrètement l'approche One Health à l'échelle locale.

→ Les dirigeants locaux ont élaboré un document de synthèse présentant les priorités, défis et recommandations concrètes formulées par les autorités locales et régionales.

→ Le guide méthodologique facilitant la mise en œuvre de l'approche One Health au niveau local, issu du programme européen *One Health for Cities*, piloté par la ville de Lyon, a été présenté et diffusé auprès des acteurs locaux afin d'en faciliter l'appropriation.

→ Le nouvel appel à projets *Souveraineté 2026* du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en soutien à la coopération décentralisée, inclut une dimension One Health parmi ses champs thématiques prioritaires pour renforcer la mobilisation des collectivités territoriales françaises et de leurs homologues étrangères dans la dynamique portée par le *One Health Summit*.

La santé et le bien-être mental sont conditionnés par certains déterminants environnementaux, sociaux et territoriaux de santé (qualité de l'air, bruit, luminosité, espaces verts, température, etc.) qui conduisent à promouvoir une approche intégrée associant urbanisme, environnement et santé publique.

→ Dans la suite du *World Brain Health Forum*, organisé à Paris en janvier 2026 à l'initiative de l'Institut du Cerveau, en collaboration avec l'*International Alliance on Brain Health* et *CureND*, ces acteurs proposent la **création d'un observatoire mondial One Brain Health** dédié à l'impact des **transitions environnementales et sociales sur la santé cérébrale**. En s'appuyant sur de grandes cohortes internationales et des données partagées de manière sécurisée, cet observatoire comparera les expositions à l'échelle globale, éclairera les facteurs de risque des maladies du cerveau et développera des stratégies préventives innovantes et adaptées.





De nombreux partenaires internationaux (dont l'Allemagne, le Botswana, la Guinée, Egypte, le Royaume-Uni, la Tunisie, UNICEF, etc.) ont fait valoir leur intérêt pour faire de l'approche *One Health* un facteur clé, à l'échelle mondiale, de prévention équitable et de renforcement de la résilience cérébrale tout au long de la vie.

En première ligne face à l'ensemble de ces défis, il importe de renforcer les capacités intersectorielles des agents communautaires.

→ Vétérinaires Sans Frontières international (VSF-International), en lien avec l'Organisation mondiale pour la santé animale (OMSA) et France Vétérinaires International (FVI) s'engagent à approfondir leur collaboration afin de soutenir les Etats du Sud dans le renforcement des services de santé animale de proximité, via les agents communautaires en Santé animale (ACSA).

Les jeunes sont particulièrement exposés aux crises sanitaires, environnementales, climatiques. Ils constituent également un vivier inépuisable de talents innovants et un moteur d'engagement, essentiels pour des institutions inclusives, participatives et intergénérationnelles.

→ La FAO a annoncé la tenue du Global Youth Forum for *One Health* les 21-23 septembre 2026 réunissant des jeunes chercheurs et futurs décideurs pour coconstruire des contributions à l'approche *One Health* dans les systèmes agroalimentaires.

→ A l'occasion de l'événement partenaire « La jeunesse interpelle le monde », un collectif international de jeunes, réunis par l'IRD et ses partenaires, a rédigé un **plaidoyer invitant à renforcer l'intégration de la jeunesse par des mesures concrètes pour soutenir la mise en œuvre de l'approche *One Health* : moyens pérennes (bourses, volontariats indemnisés, soutien à l'entrepreneuriat, etc.), la mise en place de pédagogies actives et**

transdisciplinaires ou encore une information accessible, fondée sur la science.

→ Le laboratoire Servier s'est engagé pour le **développement de l'offre de soins pour les enfants atteints de cancer dans les pays à faibles et moyens revenus**, aux côtés de la Fondation *ACT for Children*. Cette initiative répond au besoin crucial d'accès à des médicaments innovants et des soins de qualité pour les enfants atteints de cancer. Ce soutien comprend le renforcement des capacités cliniques, l'accompagnement des professionnels de santé et la mise en place d'une prise en charge globale. En soutenant un système de santé plus équitable et résilient, ce projet répond à l'enjeu d'améliorer la santé de l'ensemble de la population grâce à des approches coordonnées et inclusives.

Porte-paroles des citoyens et intermédiaires entre société et institutions, les parlementaires sont des acteurs essentiels et influents pour traduire l'approche *One Health* de façon concrète, ciblée et durable. Par leur capacité à mobiliser des ressources, à sensibiliser et harmoniser les efforts d'acteurs divers et à collaborer au-delà des frontières, ils peuvent ainsi faciliter la décision politique en faveur de mesures efficaces pour répondre efficacement aux préoccupations quotidiennes.

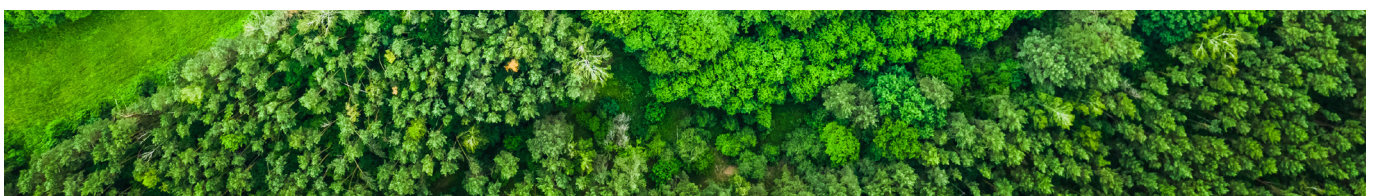
→ Face à la multiplication des crises sanitaires, climatiques et environnementales, des parlementaires des cinq continents, convaincus que la santé humaine, animale et des écosystèmes sont interdépendantes, se sont réunis au *One Health Summit* pour **lancer la Coalition Parlementaire internationale One Health**. Ils s'engagent à inscrire le « réflexe » *One Health* au cœur de leurs travaux législatifs, considérant que ce réflexe est à la fois un enjeu de justice sociale, d'équilibre budgétaire, et de souveraineté sanitaire et économique. Cette coalition internationale et transpartisane s'érige comme un espace de dialogue et d'action. Elle vise à légiférer, en transposant dans les droits nationaux les engagements de la communauté internationale et les recommandations des scientifiques, mais aussi en orientant les budgets et en finançant la prévention. Elle entend soutenir les parlementaires pionniers et partager les bonnes initiatives. Enfin, ce réseau, au sein duquel 15 pays sont déjà représentés, permettra de coordonner l'action des parlements, afin de travailler collectivement vers des objectifs *One Health* partagés.

ONE HEALTH FESTIVAL : UNE MOBILISATION EN FRANCE ET DANS LE MONDE DU 16 MARS AU 15 MAI 2026

Le *One Health Festival* regroupe près de 200 événements dans 127 villes de 42 pays* afin de valoriser des initiatives de tous les acteurs engagés pour mettre en œuvre l'approche *One Health*. Ces projets labellisés participent à l'effort de pédagogie afin de sensibiliser aux liens interdépendants entre santé humaine, santé animale et santé environnementale.

Issus d'un appel à propositions inclusif, les événements du festival illustrent les bénéfices de l'approche *One Health* et proposent des solutions concrètes et durables pour lutter contre les maladies infectieuses et les maladies non-transmissibles.

**89 en France (dont une quarantaine à Lyon et autour), 20 en Afrique et dans l'Océan indien (Nigéria, Zimbabwe, Guinée, Gabon, Sénégal, Cameroun, Maurice, Côte d'Ivoire, Botswana, Madagascar, Kenya, République démocratique du Congo, Mozambique, Ethiopie), 2 en Afrique du Nord et au Moyen Orient (Maroc, Tunisie), 12 en Asie pacifique (Australie, Thaïlande, Kazakhstan, Indonésie, Cambodge, Vietnam, Philippines), 15 dans les Amériques (Canada, Etats-Unis, Brésil, Mexique) et 32 en Europe (Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Roumanie, Espagne, Belgique, Suisse, Suède, Allemagne, Serbie, Finlande, Irlande, Danemark).*





En complément de sa participation active aux engagements internationaux annoncés lors du Sommet, la France, pays hôte, agit au niveau national, entend être exemplaire et prendra ses responsabilités.

Dans le prolongement de ces engagements, **la France a présenté plusieurs livrables nationaux traduisant sa volonté de structurer son action publique autour de l'approche *One Health***, afin de mieux prévenir les risques sanitaires liés aux interactions entre santé humaine, animale et environnementale.

Dans un contexte marqué par l'intensification des expositions environnementales et leurs effets sur la santé, la France engage le lancement des travaux d'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale santé-environnement, qui prendra la suite du quatrième plan national santé environnement (PNSE4) à échéance 2026. Cette planification doit permettre de fédérer les différents plans sectoriels qui concourent à ses objectifs (amiante, résistances aux antimicrobiens, produits phytosanitaires, PFAS, etc.). Renforcer la prévention et inscrire durablement ces enjeux au cœur des politiques publiques en intégrant pleinement l'impact de l'environnement sur la santé de nos concitoyens permettra de mieux les protéger.

Cette dynamique s'accompagne d'une transformation des politiques alimentaires, avec la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie nationale alimentation, nutrition, santé, climat (SNANC) à travers la publication du programme national nutrition santé 2026-2030 et du programme national pour l'alimentation 2026-2030.

Les orientations stratégiques de la SNANC définissent la politique du Gouvernement pour une alimentation saine et durable pour tous à l'horizon 2030, en articulant efficacement les enjeux de nutrition, de santé publique et de durabilité des systèmes alimentaires.

Dans le même esprit de prévention des risques émergents, la France publiera un nouveau plan national relatif aux perturbateurs endocriniens, visant à renforcer les actions de connaissance, à réduire les expositions et à améliorer l'information des publics sur ces substances et leurs effets. Le plan visera en particulier à protéger les populations les plus vulnérables et/ou les plus exposées, en concentrant les efforts sur les impacts les plus préoccupants (infertilité, troubles du neurodéveloppement, cancers, etc.).

Parallèlement, la France renforce l'articulation entre science et décision publique en mettant en visibilité ses actions de recherche et d'innovation *One Health*, notamment autour de l'élevage en lançant un grand programme de recherche prioritaire « Elevage durable » financé par France 2030 et des projets sélectionnés via l'appel à projets ANR « Flash POX virus », et de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM). En complément de la promotion d'un usage approprié de ces traitements et de mesures d'innovation, l'action nationale s'appuiera sur des dispositifs tels que les appels à projets Ecoantibio qui permettent de limiter l'émergence et la diffusion de résistances chez les animaux et les risques qui y sont associés.

Enfin, la France poursuit et amplifie son action sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), dans une approche intégrée couvrant l'ensemble du cycle de vie de ces substances, avec la publication d'outils d'information à destination du grand public et des professionnels de santé, ainsi que l'annonce d'une circulaire relative à la gestion des boues d'épuration, en amont d'un cadre réglementaire renforcé. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité des actions engagées, notamment la loi de février 2025 et le plan d'action interministériel de 2024.

Par cet ensemble de livrables, la France traduit concrètement son engagement à faire de la prévention, de la connaissance scientifique et de la coordination des politiques publiques les leviers d'une approche intégrée et opérationnelle de la santé.

